

**Circulaire du 27 avril 1992 concernant
l'application du décret n° 92-193 du 27 février 1992
pris pour l'application de la loi n° 89-468
du 10 juillet 1989
relative à l'enseignement de la danse**



Le Ministre d'Etat,
Ministre de l'Éducation Nationale
et de la Culture

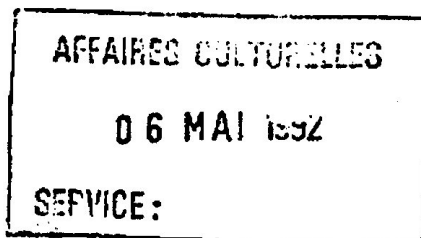
à

Messieurs les Préfets de région,
-Directions Régionales des
Affaires Culturelles-
Messieurs les Préfets de
département,
Messieurs les Préfets de police.

Direction
de la Musique et
de la Danse
DELEGATION A LA DANSE

Affaire suivie par
Poste
Références

Denise BARDOU
40.15.88.74
DMD/1/DB/FH - 92/04/27



53, rue Saint-Dominique
75007 Paris France
Téléphone (1) 40 15 80 00
Télécopie (1) 40 15 80 80

J'ai l'honneur d'appeler tout particulièrement
votre attention sur les dispositions du décret n° 92-193
du 27 février 1992 portant application de la loi n° 89-
468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la
danse, qui a été publié au Journal officiel du 29 février
1992.

Ce décret détermine, en application de l'article
5 de la loi, les garanties que doivent présenter les
locaux où est dispensé un enseignement de la danse sur le
plan technique, de l'hygiène et de la sécurité,
l'organisation du contrôle médical des élèves ainsi que
les conditions d'âge permettant l'accès aux différentes
activités régies par ladite loi.

La présente circulaire a pour objet de vous
donner toutes précisions utiles sur les conditions de
mise en oeuvre de ce texte.

**I - Garanties que doivent présenter les locaux où est
dispensé un enseignement de la danse sur le plan
technique, de l'hygiène et de la sécurité :**

Le titre 1er du décret susvisé concerne les
dispositions relatives aux conditions d'exploitation d'une
salle de danse à des fins d'enseignement.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les formes
de danse.

.../...

A) - Déclaration d'exploitation d'ouverture, de fermeture et de modification d'activité :

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1989, l'ouverture, la fermeture et la modification de l'activité d'un établissement où est dispensé un enseignement de la danse doivent être déclarées au préfet du département où est situé, l'établissement ; la déclaration doit être effectuée deux mois avant l'ouverture ou dans les quinze jours qui suivent la fermeture ou la modification d'activité de l'établissement.

Les déclarations doivent être faites sur les formulaires CERFA n° 02-0060 (déclaration d'exploitation), n° 02-0061 (déclaration d'ouverture), n° 02-0062 (déclaration de fermeture) et n° 02-0063 (déclaration de modification d'activité) qui vous ont été adressées par ma circulaire du 30 octobre 1989.

Affichage

L'exploitant a l'obligation d'afficher la déclaration faite à la préfecture dans un endroit accessible aux enseignants et aux usagers.

Le chef d'établissement devra afficher conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi :

- le texte du décret n° 92-193 du 27 février 1992.
- la liste des enseignants ainsi que de la date à laquelle ils ont obtenu le diplôme d'Etat de professeur de danse ou à laquelle ils en ont été dispensés et en vertu de quelle disposition, lorsque l'établissement dispense un enseignement de la danse classique, contemporaine ou jazz.

Par ailleurs, il est particulièrement souhaitable qu'il affiche également le diplôme des professeurs qui exercent dans l'établissement ou le titre qui leur permet d'enseigner (arrêté portant reconnaissance de l'équivalence du diplôme, arrêté portant dispense de l'obtention du diplôme en raison de la renommée particulière ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse ou décision portant dispense de l'obtention du diplôme au titre des dispositions transitoires de la loi).

B) - Conformité des locaux :

En application de l'article 11 de la loi (3ème alinéa), les personnes qui exploitent un établissement d'enseignement de la danse disposent, à compter de la publication du décret susvisé, d'un délai d'un an pour se conformer aux règles de sécurité et d'un délai de trois ans pour les règles techniques et d'hygiène.

.../...

Caractéristiques du sol des locaux d'enseignement de la danse :

Les caractéristiques du sol des locaux d'enseignement de la danse revêtent une importance capitale sur laquelle il convient d'être particulièrement vigilant pour la préservation de la santé des élèves : les normes définies sont de nature à éviter toute atteinte aux articulations et au squelette -tels les tassements qu'entraîneraient des sauts sur un sol trop dur et doivent permettre de favoriser les évolutions sur une surface lisse sans être glissante.

A cet égard, le recours à la pose d'un parquet sur double lambourde répondant à des caractéristiques conformes aux prescriptions des clauses techniques figurant dans le document technique unifié (D.T.U.) n° 51-1, permet d'assurer, à l'heure actuelle, le maximum de garanties.

Ce document est disponible au Centre Scientifique du Bâtiment (C.S.T.B.) -sis 4, avenue du Recteur Poincaré 75782 PARIS CEDEX 16- Tél. : (1) 45.24.43.02.

Dans l'hypothèse où le sol est recouvert d'un tapis il reste entendu que la pose de celui-ci ne peut être faite sur un sol dur. La conformité du tapis aux prescriptions de la norme de l'Association Française de Normalisation (AFNOR) P. 90.203 éditée et diffusée par cet organisme (Tour Europe Cedex 7 - 92080 PARIS La Défense - Tél. : (1) 42.91.55.65) est recommandée.

Les documents techniques précités peuvent être consultés au siège des directions régionales des affaires culturelles. Ils seront, en outre, mis à la disposition du public à la Direction de la Musique et de la Danse 53, rue Saint-Dominique 75007 PARIS-.

A bref délai, un arrêté relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique et de la danse, comportera le descriptif détaillé des locaux affectés à la danse dans les écoles nationales de musique, les conservatoires nationaux de région et les écoles municipales agréées (superficie, qualité du plancher, matériel...).

Contrôle technique :

L'inspection de la danse se tient à votre disposition pour effectuer ou faire effectuer les contrôles techniques que vous estimerez nécessaires notamment en ce qui concerne la conformité des aires d'évolution des salles d'enseignement de la danse.

.../...

C) - Obligations incombant à l'exploitant :

En application de l'article 11 de la loi (3ème alinéa), les personnes qui exploitent un établissement d'enseignement de la danse disposent, à compter de la publication du décret susvisé d'un délai d'un an pour se conformer aux règles de sécurité et d'un délai de trois ans pour les règles techniques et d'hygiène. Cette obligation de mise en conformité des locaux peut incomber, selon les cas, à diverses personnes, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux.

Plusieurs situations peuvent se présenter :

- Lorsque le propriétaire d'un local abritant un établissement d'enseignement de la danse exploite, lui-même, en partie, cette activité d'enseignement, il lui incombe de mettre le lieu en conformité avec les dispositions du décret, même s'il n'est pas l'utilisateur principal de la salle.

- Lorsque le propriétaire exploite indirectement le fonds en mettant le local à disposition d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales pour l'exercice d'une activité d'enseignement de la danse, sans qu'un bail ait été conclu, il lui appartient de mettre le local en conformité.

- Lorsque le propriétaire n'exploite pas lui-même le fonds et qu'il a consenti un bail pour l'exploitation du local, il revient au locataire principal, titulaire du bail, de mettre le local en conformité, dès lors qu'une activité d'enseignement de la danse y est exercée, que le locataire principal soit directement ou indirectement exploitant de cette activité.

D) - Rappel de la réglementation générale :

Le dispositif vient compléter la réglementation générale applicable aux établissements qui accueillent du public.

Les établissements d'enseignement de la danse constituent en effet des établissements recevant du public au sens de l'article R-123-2 du Code de la Constitution et de l'Habitation. Ainsi, les articles R-123-2 à R-123-55 dudit Code en matière de protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public leur sont applicables.

.../...

Leur sont de même applicables :

les mesures définies par le Code des débits de boissons, notamment son article L 49 ainsi que par la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme, modifiée par l'article 35 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social et par la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, notamment son article 16.

Le décret n° 92-193 du 27 février 1992 ne fait pas référence à ces dispositions qui sont applicables en tout état de cause aux locaux d'enseignement de la danse. Il importe toutefois que les responsables de ces établissements en soient clairement informés.

II - Dispositions relatives aux conditions d'âge et d'activités et au contrôle médical des élèves :

Le titre II du décret susvisé concerne les dispositions relatives aux conditions d'âge permettant l'accès aux différentes activités d'enseignement de la danse.

L'un des objectifs fondamentaux de la loi est d'éviter les désordres physiologiques liés à un apprentissage prématuré de la danse.

La loi qui fixe à quatre ans l'âge minimum des élèves des établissements d'enseignement de la danse, renvoie au décret la détermination de l'âge d'accès à chacune des activités qu'elle régit.

Pour l'enseignement de la danse classique, contemporaine et jazz, les dispositions du décret précité conduisent à réserver aux enfants de plus de huit ans les bases des techniques propres à chacune de ces trois disciplines. Seule une activité d'éveil corporel est ouverte aux enfants de quatre à six ans, les enfants de six à huit ans ayant accès à une activité de mise en disponibilité corporelle.

Le programme de formation des professeurs de danse classique, contemporaine et jazz a été établi en fonction de ces règles. Ainsi l'annexe I à l'arrêté du 20 juin 1990 du Ministre de la Culture, de la Communication et des Grands Travaux (publié au Journal Officiel du 7 septembre 1990) présente-t-elle l'éveil comme la capacité à favoriser chez l'élève la découverte personnelle d'éléments simples et à utiliser le jeu pour faciliter l'expression artistique et corporelle. Cette annexe définit l'initiation des élèves de six à huit ans comme la capacité, à partir de la poursuite du développement des aptitudes créatrices et de la sensibilité, à aider l'élève à construire sa maîtrise corporelle.

Les chefs d'établissement et les enseignants devront donc se conformer à ces prescriptions.

.../...

III - Dispositions pénales :

Il s'attache une importance toute particulière à ce que les prescriptions du décret soient respectées dans la mesure où ses articles 7, 8 et 9 assortissent de sanctions pénales les manquements qui seraient constatés.

Constituent ainsi, une contravention de la cinquième classe :

- le fait d'ouvrir ou de faire fonctionner un établissement où est dispensé un enseignement de la danse sans s'acquitter des obligations prévues à l'article 5 de la loi du 10 juillet 1989 ainsi qu'aux articles 1 à 5 du décret susvisé, relatives à la déclaration, à l'hygiène, à la sécurité, au contrôle médical, à l'âge d'admission des élèves et à l'assurance ou de maintenir en activité un établissement frappé d'une décision d'interdiction en application de l'article 8 de ladite loi.

- le fait, pour un chef d'établissement, de confier l'enseignement de la danse à une personne n'ayant pas obtenu le diplôme d'Etat de professeur de danse classique, contemporaine ou jazz ou son équivalence ou n'ayant pas été régulièrement dispensée de ce diplôme.

- le fait d'assurer un enseignement de la danse contre rétribution sans avoir obtenu le diplôme d'Etat de professeur de danse classique, contemporaine ou jazz ou son équivalence ou sans avoir été régulièrement dispensée de ce diplôme.

Vous ne devrez pas hésiter, le cas échéant, à signaler au Parquet les manquements les plus graves et les plus manifestes, constitutifs d'infraction à la loi pénale, dont vous pourrez avoir connaissance.

IV - Déconcentration des décisions de dispense de diplôme accordées au titre des dispositions transitoires de la loi :

L'article 11 de la loi du 10 juillet 1989 offre, à titre transitoire, la possibilité aux personnes qui enseignaient la danse depuis plus de trois ans à la date de sa publication de bénéficier d'une dispense de diplôme de professeur de danse institué par ladite loi.

Cette décision relève désormais de la compétence du préfet de région.

Le dispositif transitoire d'attribution des dispenses de diplôme est en vigueur jusqu'au 7 septembre

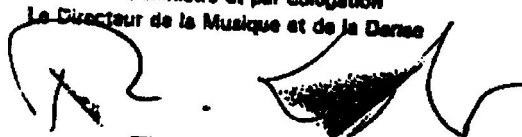
.../...

1993, l'enseignement de la danse classique, de la danse contemporaine et de la danse jazz restant libre en France jusqu'à cette date.

Il vous appartiendra, d'informer les maires des communes de votre ressort aussi complètement que possible sur le contenu de cette circulaire et du décret n° 92-193 du 27 février 1992 qu'elle commente ; ces derniers étant concernés à raison des personnels et des locaux municipaux d'enseignement de la danse et constituant des relais privilégiés pour l'information des professionnels et des usagers intéressés.

Vous voudrez bien diffuser à l'intention des services concernés les directives qui vous paraîtront les plus appropriées à l'exécution des règles définies par le décret susvisé.

Vous ne manquerez pas de me tenir informé de toute difficulté rencontrée dans l'application de cette réglementation.

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur de la Musique et de la Danse

Thierry LE ROY